



## **La compétitivité des filières animales françaises :**

### **Diagnostic, facteurs spécifiques et transversaux aux filières et leviers d'action**

*Philippe Chotteau<sup>1</sup>, Pascale Magdelaine<sup>2</sup>, Michel Rieu<sup>3</sup>, Gérard You<sup>1</sup>*

*<sup>1</sup> Institut de l'Élevage –Idele, <sup>2</sup> Institut Technique de l'Aviculture-Itavi, <sup>3</sup> IFIP –Institut du Porc*

*Travaux réalisés dans le cadre du RMT Economie des filières animales*

[magdelaine@itavi.asso.fr](mailto:magdelaine@itavi.asso.fr)

**Mots clés :** filières animales, compétitivité prix et hors prix, concurrence internationale, leviers de compétitivité

### **Catégorie « Faits et Chiffres »**

#### **Introduction : Contexte et enjeux**

Les filières animales françaises connaissent toutes, depuis le début des années 2000, une situation difficile, caractérisée par des dynamiques de production négatives, et à l'exception de la filière laitière, une dégradation du solde commercial des échanges extérieurs. Si certains produits animaux bénéficient encore d'une croissance de la consommation nationale (viande de volailles, produits laitiers), les autres enregistrent une diminution de cette dernière. Par ailleurs, la concurrence entre filières nationales s'intensifie sur le marché national et communautaire, favorisée par une libéralisation des politiques publiques et une ouverture progressive du marché communautaire aux concurrents des pays tiers sous l'effet de nouveaux accords de libre-échange.

Les trois instituts animaux ont conduit ensemble, dans le cadre du RMT des filières animales, une réflexion transversale visant à analyser les moteurs des dynamiques à l'œuvre afin d'identifier des leviers d'action, soit communs aux différentes filières soit spécifiques, et des synergies possibles, susceptibles d'améliorer la position concurrentielle des filières françaises d'élevage.

#### **Méthode**

Cinq grandes filières d'élevage ont été couvertes par cette analyse, mais nous ne présentons que trois d'entre elles dans cet article : viandes porcines, lait de vache et produits laitiers et volailles de chair. Les atouts et faiblesses de chacune d'entre elles ont été examinés, à partir de différents travaux menés par chacun des instituts, pour l'ensemble des maillons constituant des filières, de l'amont à la distribution, et pour les principaux couples produits X

marchés (national/UE/pays tiers). Ces analyses sectorielles fines ont permis d'identifier une grande diversité de facteurs de compétitivité, regroupés dans des domaines de compétitivité clés. Le croisement de ces domaines avec les différents couples produits marchés étudiés, a permis de mettre en évidence les faiblesses et les atouts les mieux partagés et ceux qui restaient plus spécifiques à un secteur. Enfin, des leviers d'action et les acteurs susceptibles de les mettre en œuvre ont été proposés pour chacun des domaines de compétitivité « défaillants ». Une dizaine de leviers, à impact moyen ou fort, à mise en œuvre facile et transversaux à plusieurs filières, ont été identifiés.

## Résultats

### 1. Etat des lieux des filières de production animale

#### Viande porcine

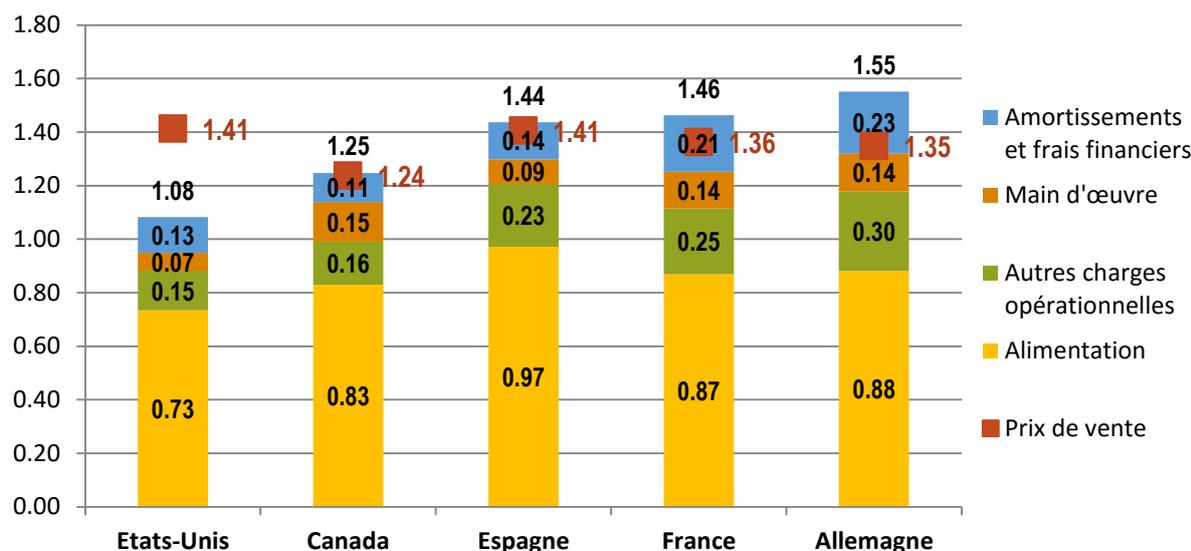
	2000	2015	Evolution 2015/2000
Production (1000 tec)	2 304	2 228	-3%
Taux d'autosuffisance (% du volume)	105 %	98 %	- 7 points
Solde commercial (millions €)	+92	-440	---

De 1970 à la fin des années 90, la filière porcine française s'est structurée, modernisée et s'est dotée d'outils collectifs de gestion. Cela a permis une forte croissance de la production et des exportations. Puis la gestion de l'environnement par la réglementation, jusque-là assez légère, s'est convertie en blocage. Durant plus de 10 ans, la filière n'a pas su investir et se moderniser en l'absence de croissance, détériorant les performances des élevages et de l'abattage-découpe.

Elle est devenue déficitaire en valeur vis-à-vis des autres pays de l'UE, important la valeur ajoutée contenue dans des produits élaborés. Vers les pays tiers, les efforts combinés des entreprises, de l'interprofession et des pouvoirs publics ont permis des résultats honorables, mais moins bons que ceux d'autres Etats membres. Cette filière a aussi subi un coût de main-d'œuvre plus bas en Espagne (SMIC inférieur) et en Allemagne (recours massif aux travailleurs détachés d'Europe de l'Est). Malgré des règles plus souples, plusieurs années de conjoncture difficile ont freiné la modernisation des élevages, interrompues en 2016 par une forte demande chinoise.

La France se situe au 9ème rang de la veille internationale FranceAgriMer 2015, derrière les Etats-Unis, le Canada ou le Brésil, pour les pays tiers, et l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne et les Pays-Bas, pour les membres de l'UE. Mais les coûts de production en élevage dans l'UE n'expliquent pas ces difficultés. La France est mieux placée que l'Allemagne et à peine moins bien que l'Espagne. Par contre, la part alimentaire du coût et le travail donnent un avantage clair à l'Amérique du Nord, aux Etats-Unis en particulier.

Figure 1. Niveaux et composition des coûts de revient du porc en 2015 (€/kg carcasse)



Source : IFIP d'après InterPIG

## Lait de vache

	2000	2015	Evolution 2015/2000
Production (1000 tec)	24 929	25 851	4%
Taux d'autosuffisance (% du volume)	120 %	125 %	- 5 points
Solde commercial (millions €)	1 860	4 700	+ 153 %

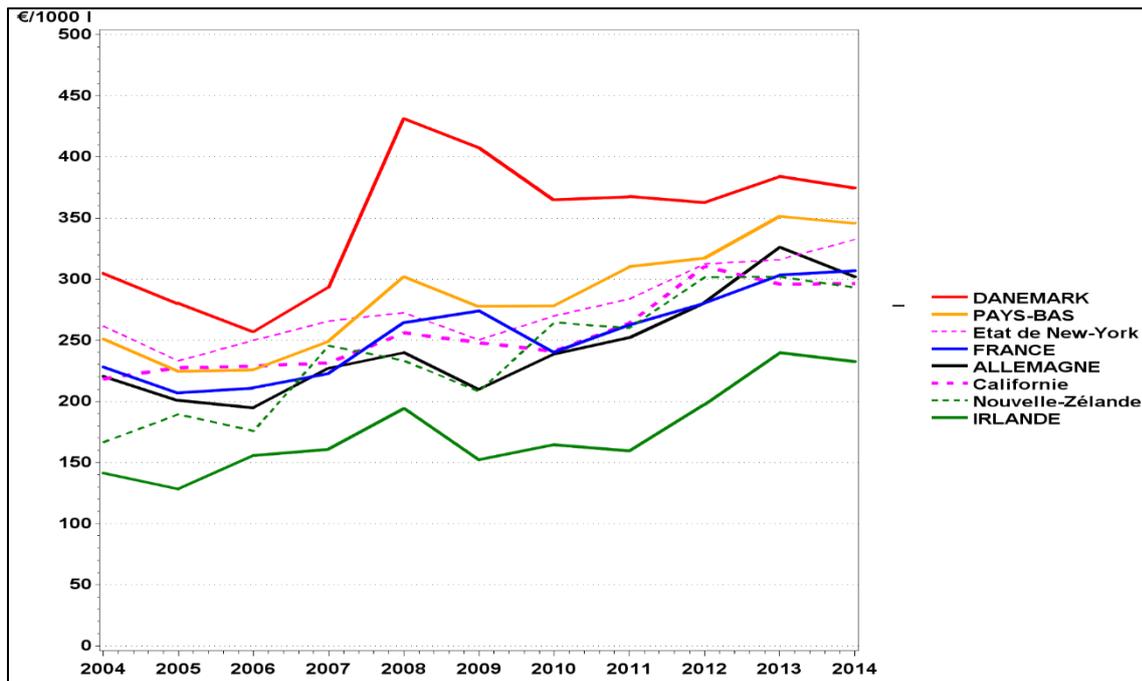
La filière laitière française contribue de façon significative à l'excédent commercial agro-alimentaire de la France. Peu avant et depuis la fin des quotas laitiers, la filière lait de vache a confirmé l'expression d'un réel potentiel laitier. La France laitière est parvenue à renforcer sa balance commerciale (en volume et en valeur) en s'internationalisant davantage et en s'orientant vers des produits finis (dont les fromages et la poudre de lait infantile). Elle a renforcé ses exportations sur pays tiers, parallèlement à la croissance de la production, alors qu'elle peine à maintenir ses positions sur un marché européen de plus en plus concurrentiel, malgré des produits à forte valeur. À la baisse de la demande intérieure en produits laitiers (en équivalent lait), s'ajoute, depuis 2010, un effritement de la balance commerciale en valeur de la France avec les autres États membres de l'UE. La capacité de la France à exporter davantage de produits laitiers vers les pays tiers devient alors une condition sine qua non au développement de la production laitière intérieure.

Elle possède d'indéniables atouts tant au stade de la production (climat, coût de production, autonomie alimentaire, etc.) que de celui de la transformation (leaders mondiaux, marques fortes, variétés des fabrications) qui ont été mis en lumière dans plusieurs études.

Cependant, les deux années de crise laitière ont fortement ébranlé les économies laitières européennes, dont celle de la France. Ce véritable crash test a révélé certains points de fragilité au sein de filière française, en premier lieu au stade de la production. Ce maillon supporte l'essentiel de la volatilité des marchés après avoir fortement investi pour accroître ses capacités de production. Le maillon transformation affronte de son côté l'agressivité croissante de concurrents étrangers sur le marché européen. En outre, la saturation du marché

intérieur exacerbe la concurrence entre fabricants français, mais aussi européens sur les produits d'entrée de gamme, face à des distributeurs devenus de véritables oligopsones. La crise a aussi plutôt tendu les relations entre les maillons production/transformation et transformation/distribution. Celles-ci demeurent déséquilibrées entre les éleveurs et les transformateurs laitiers malgré la généralisation de la contractualisation et l'émergence d'organisations de producteurs.

Figure 2. Evolution du « point mort »\* pour les exploitations laitières spécialisées de différents pays (€/1 000 l).



- Le point mort est un prix de revient du lait avant rémunération du travail et du capital familial, après déduction des produits joints et des aides (Perrot et al, 2011). Il peut s'interpréter comme le prix du lait à partir duquel l'exploitation commence à rémunérer la main d'œuvre non salariée.
- Pour plus d'information, Consulter « le secteur laitier français est-il compétitif face à la concurrence européenne et mondiale ? » Colloque SFER 9 et 10 juin 2017.

Les exploitations laitières spécialisées françaises sont aussi compétitives que les allemandes. Elles ont un coût de production qui se situe à mi-chemin entre celui très bas des exploitations irlandaises, probablement les plus compétitives dans le club restreint des exportateurs de produits laitiers sur le marchés mondial, et celui relativement élevé des exploitations laitières danoises. Celles-ci supportent des frais financiers et des amortissements très élevés, consécutifs à un vaste mouvement de modernisation/restructuration des ateliers avant 2010. Dans tous les bassins étudiés on observe une hausse du coût de production, de l'ordre de 100 €/t entre 2004 et 2010 qui est en rapport avec la hausse du prix du lait, qui lui-même a convergé entre grands bassins sur la même période.

## Volailles de chair

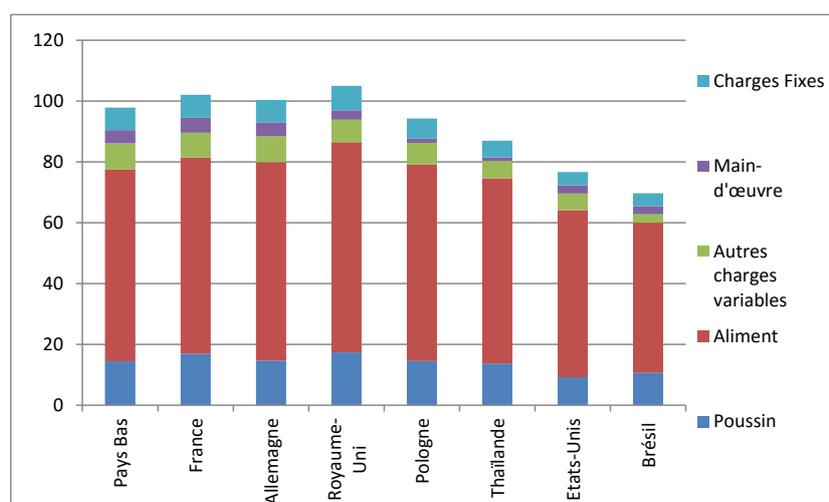
	2000	2015	Evolution 2015/2000
Production (1000 tec*)	2 233	1 863	- 17 %
Taux d'autosuffisance (% du volume)	150 %	105 %	- 45 points
Solde commercial (millions €)	1 144	42	- 96 %

\*tec : tonnes équivalent carcasses

Après un fort développement jusqu'à la fin des années 90, la production française de volailles a enregistré un net déclin (-17 % de 2000 à 2015) et laissé la 1<sup>ère</sup> place européenne à la Pologne. Ce recul, dans un contexte de croissance régulière de la consommation nationale, est en grande partie lié à la perte de marchés à l'exportation et à une progression constante des importations. Le taux d'autosuffisance français est ainsi passé de 150 % en 2000 à 105 % en 2015 et 100 % en 2016. L'excédent commercial, supérieur à 1,1 milliard d'euros en 2000, n'a cessé de se réduire jusqu'à atteindre un étiage en 2014 (7 millions d'euros) avant de légèrement remonter en 2015 à 42 millions d'euros. La France présente un solde négatif avec l'UE depuis 2009, déficit qui n'a jamais été aussi important qu'en 2015 (- 388 millions d'euros). Ce déficit témoigne d'un double handicap de compétitivité non seulement vis-à-vis des pays tiers et notamment du Brésil, mais aussi vis-à-vis de ses concurrents européens, qui sont les principaux fournisseurs du marché français.

A l'échelle internationale, le surcoût actuel de production entre l'Europe et le Brésil est évalué à environ 45 %. Au sein de l'Union européenne, si la France n'accuse pas de handicap sur le coût du vif, elle a perdu l'avantage concurrentiel qu'elle possédait par le passé. Sur les coûts aval (abattage/découpe), l'écart apparaît plus significatif (de 15 à 35%). La différence de coût unitaire de la main-d'œuvre ouvrière entraîne la moitié de l'écart de coût d'abattage avec l'Allemagne. Les autres raisons sont liées à l'organisation, les gammes, la taille des outils ou leur taux de saturation. Au final le surcoût sortie abattoir est estimé autour de 7 % (par rapport au Benelux et à l'Allemagne).

**Figure3. Analyse comparée des coûts de production du poulet en élevage (en €/kg vif)**



Itavi d'après Peter Van Horne LEI 2015

La France se situe ainsi, dans les résultats de la veille compétitive internationale FranceAgriMer 2015, au 10ème rang des principaux acteurs mondiaux derrière les leaders comme le Brésil et les Etats-Unis mais également derrière la Pologne et l'Allemagne.

## 2. Synthèses des forces et déficits de compétitivité des filières animales françaises

Les principales forces et faiblesses des cinq filières étudiées ont été identifiées à partir de différents travaux menés notamment par les trois instituts animaux. Nous ne reprenons dans la synthèse que les principaux points forts et faibles de chacune des filières.

### Analyse SWOT des trois filières en bref

	Forces	Faiblesses
<b>Viande porcine</b>	<p>Modèle d'élevage « familial », lié au sol, performant, résistant</p> <p>Ressources alimentation animale</p> <p>Marché consommation solide, diversifié, attaché à l'origine</p> <p>Structuration par les OP</p>	<p>Retard d'investissement accumulé sur le passé</p> <p>Difficulté à développer de nouveaux marchés, intérieurs et export UE</p> <p>Difficulté de positionnement face aux demandes sociétales</p> <p>Stratégie collective limitée et difficulté à élaborer une politique de filière</p>
<b>Lait de vache</b>	<p>Exploitations laitières peu spécialisées et plutôt résilientes</p> <p>Foncier agricole abondant et peu cher</p> <p>Exigence sanitaire élevée et très bonne image du lait sur la scène internationale,</p> <p>Marché intérieur quasi captif, mais saturé, grâce à une offre abondante et spécifique.</p> <p>Plusieurs multinationales laitières françaises dans le Top 20 mondial.</p> <p>Innovation produits forte sur les produits de grande consommation et les ingrédients laitiers</p>	<p>Densité laitière inégale selon les régions laitières,</p> <p>Risque d'érosion démographique après 2020,</p> <p>Relations plutôt conflictuelles entre éleveurs/transformateurs</p> <p>Faible compétitivité prix des commodités standard au grand export</p> <p>Moindre concentration industrielle et commerciale des transformateurs coopératifs</p> <p>Faible coopération industrielle et commerciale entre fabricants à l'international</p>
<b>Volailles de chair</b>	<p>Disponibilité en céréales</p> <p>Qualité sanitaire de l'accoupage</p> <p>Une large gamme adaptée à la demande française</p> <p>Poids des SIQO sur le marché national.</p>	<p>Investissements faibles (tous maillons)</p> <p>Contrats peu incitatifs à la performance</p> <p>Outils de petite taille, peu spécialisés et surcapacités</p> <p>Largeur de gamme inadaptée aux entrées de gamme</p> <p>Pouvoir de marché asymétrique entre transformateurs et distributeurs</p> <p>Stratégie collective limitée</p>

Sur le marché intérieur, les domaines de défaillance majeurs et transversaux aux filières identifiés se situent d'une part à l'aval des filières. Ils concernent notamment les stratégies industrielles et commerciales, l'adaptation quantitative et qualitative de l'offre à la demande du marché, et les relations entre industrie et grande distribution. D'autre part, la coordination des filières apparaît insuffisante et ne permet pas d'optimiser l'efficacité globale de la chaîne alimentaire. L'absence de stratégie collective est particulièrement pénalisante sur le marché européen et à l'exportation vers les pays tiers. Elle compromet également l'innovation et la recherche de systèmes de production innovants permettant de prendre en compte la montée en puissance des attentes sociétales en termes de modèle d'élevage (impacts environnementaux, bien-être animal, sourcing des matières premières en alimentation animale, lien au sol des élevages, etc...)

Les défaillances de compétitivité identifiées en amont des filières sont d'ampleur plus faible, mais variables selon les productions animales. Cependant, la faible rentabilité du capital investi en élevage et les difficultés liées au renouvellement des générations d'éleveurs handicapent les capacités d'investissement dans les outils de production. Ces handicaps sont à terme une menace pour la compétitivité future de ces secteurs. Des contraintes administratives et réglementaires fortes (et notamment parfois supérieures aux exigences de la réglementation réglementaire) peuvent à la fois être pénalisantes sur la compétitivité prix des filières et être une force, grâce à la garantie et la réassurance qu'elles apportent aux clients des filières, sur le marché national ou à l'exportation, notamment sur le plan sanitaire. Les autres forces transversales se situent en amont des filières animales (génétique et matières premières pour l'alimentation animale).

### **3. Leviers d'action prioritaires et synergies**

Des leviers d'action prioritaires et concernant plusieurs filières d'élevage (sinon toutes) ont été identifiés. Ils sont décrits dans le tableau page suivante et se déclinent en trois grandes catégories.

Certains leviers d'action concernent le secteur de la production, ils peuvent être actionnés prioritairement par les éleveurs et leurs partenaires : investissement dans les bâtiments d'élevage, financement de systèmes d'élevage économes en ressources, innovation en organisation du travail, facilitation des transmissions d'exploitation d'élevage.

Les leviers d'action concernant les maillons aval sont de la responsabilité des acteurs industriels, les pouvoirs publics étant susceptibles de catalyser ou d'encourager certaines démarches : concertation technique sur les cahiers des charges et les gammes avec la grande distribution, investissement et restructuration des outils industriels, investissement en R&D et marketing produits.

Enfin, les autres leviers sont relatifs à la coordination technique et à la mise en place de stratégies collectives à l'échelle des filières, ils concernent l'ensemble des acteurs : investissement dans une stratégie collective à l'export, définition collective d'indicateurs de qualité pour sécuriser les relations contractuelles, mise en place d'indicateurs de marché permettant une meilleure adaptation de l'offre à la demande et réflexion sur les modèles d'élevage d'avenir en concertation avec les différentes parties prenantes.

## Principaux leviers d'action identifiés

Leviers	Acteurs	Porc	Volailles	Lait
<b>Concertation « technique » sur les CDC entre industrie et GMS</b>	Interprofessions, PP, instituts techniques (ITA)	porc frais et charcuterie	Volaille standard	Produits de grande consommation (PGC)
<b>Stratégie export collective sur pays-tiers ; démarche proactive pour ouvrir les marchés</b>	Entreprises, PP, Interpros, Business France	porc frais, produits industriels (PI) et charcuterie	Volaille standard et SIQO	PI
<b>Investissements dans les bâtiments d'élevage</b>	Banques, PP et entreprises	Tous produits	Tous produits	Tous produits
<b>Investissements outils de transformation</b>	Banques, PP et entreprises	Tous produits	Volaille standard et SIQO	PGC
<b>Financement de systèmes d'élevage durables</b>	Banques, OP, ITA, PP et entreprises		Volailles standard	Tous produits
<b>Innovation en organisation du travail</b>	Chambres d'agri, ITA		Volailles standard	Tous produits
<b>Investissements R&amp;D et marketing</b>		Porc frais, PI, charcuterie	Volaille standard et SIQO	
<b>Indicateurs de qualité dans relations éleveurs-OP/abattoirs</b>	Interprofessions, entreprises, ITA	Charcuterie	Volailles standard	
<b>Faciliter la transmission des élevages</b>	Banques, OP, ITA, PP chambres d'agriculture	Porc frais		Tous produits
<b>Indicateurs de marché pour adapter offre et demande</b>	Interprofessions, PP, OP			Tous produits

Les acteurs susceptibles d'actionner ces leviers sont multiples, qu'ils s'agissent des acteurs économiques et de leurs représentations professionnelles ou interprofessionnelles, des pouvoirs publics (essentiellement comme stimulateurs ou facilitateurs de démarches collectives), des banques et des acteurs de la recherche développement.

## Conclusion

Les indicateurs de production et de commerce extérieur mettent en exergue une détérioration générale de la compétitivité des filières animales françaises depuis le début des années 2000, à l'exception de la filière lait de vache. L'analyse des indicateurs de compétitivité coût en élevage livre une première explication de ce déficit de compétitivité. Une analyse plus globale à l'échelle des filières met en évidence des déficits majeurs à l'aval des filières liés aux stratégies industrielles et commerciales et à l'absence de partenariats entre industrie et grande distribution. Les mots clés disent des manques : d'investissement, de perspectives stratégiques et de coordination nuisant à l'efficacité globale de la chaîne alimentaire.

Les leviers d'action proposés sont souvent transversaux aux filières. Ils impliquent au préalable de renouer le dialogue d'une part entre acteurs des différents maillons des filières d'élevage pour partager une vision de l'avenir et d'autre part entre ces filières et la société, afin d'intégrer la montée en puissance des attentes en termes de modèle d'élevage (impacts environnementaux, bien-être animal, sourcing des matières premières en alimentation animale, lien au sol des élevages, etc...).

L'enjeu majeur pour les filières animales est ainsi de parvenir à valoriser les efforts de conception de nouveaux modèles d'élevage et les investissements réalisés pour répondre aux nouvelles attentes sociétales au travers de prix rémunérateurs pour les différents acteurs. La structuration, la coordination et le dialogue au sein des filières sont des outils indispensables au renforcement de pouvoir de marché des filières et à la valorisation de ces efforts.

### **Quelques références bibliographiques**

- Analyse de la compétitivité des filières des viandes blanches françaises dans le contexte de l'UE -Porc – Poulet – Dinde. ANDI en collaboration avec l'IFIP et l'ITAVI, 2011
- Le coût de la main-d'œuvre, Effet sur la compétitivité de l'abattage-découpe de porc en Espagne et en Allemagne, IFIP 2011
- Structure et organisation des filières de chair en Europe. Analyse comparée des filières allemande, britannique, espagnole, néerlandaise et belge, ITAVI, Septembre 2013
- La compétitivité agricole du Mercosur : Le cas des filières d'élevage brésiliennes. IDELE.IFIP ITAVI pour DGPAAT et FranceAgriMer, 2012
- La filière porcine française, une compétitivité à reconquérir. Viandes & Produits Carnés, Novembre 2014 (Rieu M., Roussillon M.A., Legendre V., 2014)
- Les filières animales aux États-Unis dans la perspective d'un accord de libre-échange. Dynamiques à l'œuvre, règles de production et risques commerciaux pour l'UE, IDELE.IFIP ITAVI pour FranceAgriMer, Septembre 2015
- Prospective filière lait de vache juin. FranceAgriMer 2015
- La compétitivité de la filière volaille de chair française : entre doutes et espoirs. INRA Productions animales 2015 (Chatellier V, Magdelaine P, Tregaro Y)
- Veille concurrentielle porc 2014, 2015 et 2016. IFIP pour FranceAgriMer
- Veille internationale Volailles de Chair 2014, 2015 et 2016. ANDI pour FranceAgriMer
- Lait en Europe du Nord : de grands écarts entre pays, mais pas de gagnants sur toutes les lignes, Dossier économie de l'Élevage n°460, septembre 2015 IDELE pour FranceAgriMer]
- Les réglementations pour la protection de l'environnement et du bien-être animal dans quelques pays de l'UE : évolutions récentes et conséquences potentielles, IFIP 2016
- Le secteur laitier français est-il compétitif face à la concurrence européenne et mondiale (SFER 2016)